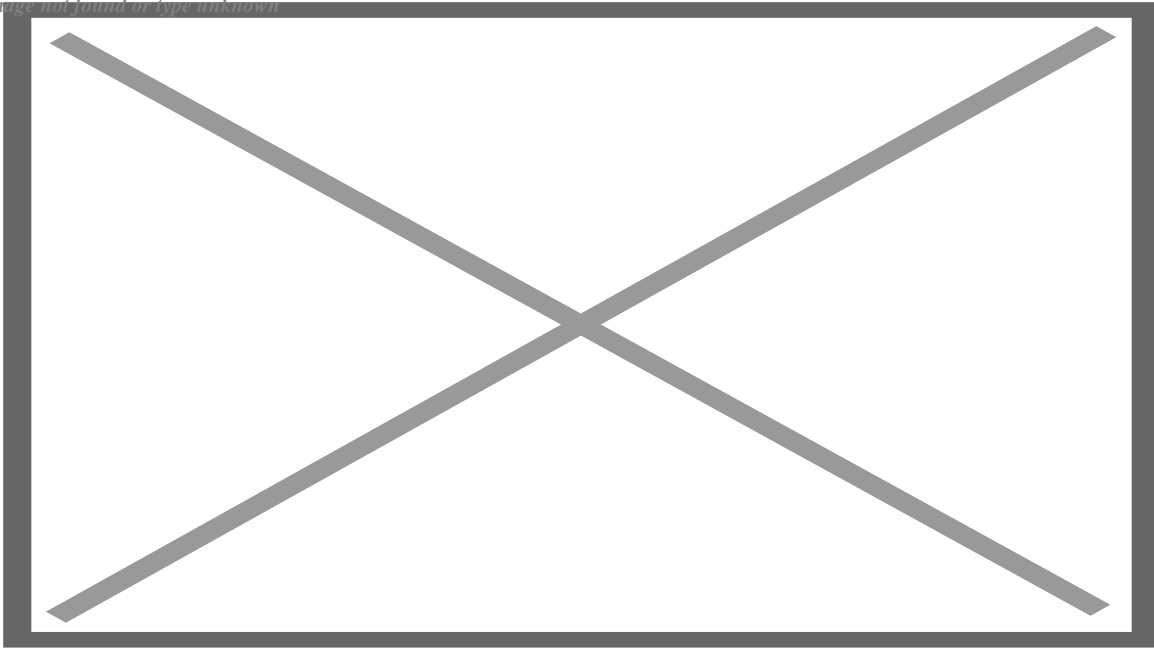


Au Mexique, la recherche de la vérité

Image not found or type unknown



Par Roberto Morejón

Le président mexicain, Andrés Manuel López Obrador, terminera bientôt son mandat de six ans, et lui et la chef de l'État élue, Claudia Sheinbaum, seront en transition ordonnée, les deux étant d'accord pour dire que l'affaire Ayotzinapa ne sera pas close.

Pendant la période d'AMLO, comme López Obrador est populairement connu, un travail quotidien a été réalisé pour trouver, comme le dignitaire l'avait promis, les responsables de la disparition des 43 normalistas en 2014.

En effet, en septembre, cela fera 10 ans que cet événement a secoué le Mexique et le monde, et les enquêtes fastidieuses se poursuivent, alors que de nombreux intérêts sont en jeu.

Le gouvernement sortant a convenu d'une nouvelle réunion le 29 juillet, à laquelle sera présente la successeur d'AMLO, Claudia Sheinbaum, signe de la priorité accordée à la question.

Il n'a pas été facile d'obtenir des aveux de la part des détenus et de retrouver les victimes, c'est pourquoi la clarification de l'affaire est l'un des rares engagements que López Obrador n'a pas encore tenus.

Néanmoins, le gouvernement fournira des rapports supplémentaires aux proches des 43 normalistas afin qu'ils soient au courant des progrès réalisés dans les enquêtes.

Entre-temps, la société suit de près le déroulement des enquêtes et a noté que l'ancien maire d'Iguala, José Luis Abarca, pourrait suivre le processus judiciaire en bénéficiant d'une libération conditionnelle, après avoir passé près de 10 ans en prison pour des délits de crime organisé et de blanchiment d'argent.

Le bureau du procureur général a demandé à un juge fédéral de condamner l'ancien procureur général de la République, Jesús Murillo Karam, à 82 ans de prison pour des crimes de de torture, de disparition forcée et d'atteinte à l'administration de la justice.

Malgré des décisions judiciaires telles que celles mentionnées ci-dessus, les parents des garçons disparus d'Ayotzinapa expriment une impatience logique car, selon eux, toute la documentation sur l'affaire ne leur a pas été communiquée.

De leur point de vue, il est nécessaire d'enquêter sur l'armée, d'autant plus qu'en 2022, la Commission pour la vérité et l'accès à la justice a signalé qu'il s'agissait d'un crime d'État auquel participaient des fonctionnaires du gouvernement en fonction cette année-là.

Les rapports officiels indiquent qu'à la fin de l'année 2023 51 mandats d'arrêt n'avaient pas encore été signifiés, dont six à l'encontre de membres des forces armées.

Les enquêtes progressent lentement, étant donné la complexité de la disparition de 43 jeunes, qui est devenue un symbole de lutte permanente pour les parents, les amis et de nombreux citoyens.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/360090-au-mexique-la-recherche-de-la-verite>



Radio Habana Cuba